

Les commandants de l'ancienne UÇK mènent une blitzkrieg électorale

Kosovo Les leaders de l'ancienne guérilla vont tenter de conquérir une majorité au Parlement, le 11 juin.

Jean-Arnault Dérens
Correspondant dans les Balkans

C'est l'union sacrée des commandants de l'ancienne guérilla de l'Armée de libération du Kosovo (UÇK). Surmontant différends et rancœurs, Hashim Thaçi, Ramush Haradinaj et Fatmir Limaj font campagne commune pour les élections législatives du 11 juin. Ce scrutin anticipé a été provoqué par la décision du Parti démocratique du Kosovo (PDK) de rompre l'alliance brinquebalante qui l'unissait depuis deux ans à la Ligue démocratique du Kosovo (LDK). Les anciens commandants ont fait le choix d'une campagne courte, une sorte de *blitzkrieg* pour tenter de s'assurer la majorité absolue au sein du futur Parlement.

C'est probablement le retour triomphal de Ramush Haradinaj à Pristina, fin avril, qui a précipité le scénario. Il avait été arrêté le 4 janvier à l'aéroport de Bâle-Mulhouse sur la base d'un mandat d'arrêt délivré par Belgrade, mais la justice française a finalement décidé de ne pas l'extrader vers la Serbie. L'homme a déjà été relaxé à trois reprises par le TPIY, un nombre étonnant de témoins disparaissant à la veille de ses procès successifs. Ramush Haradinaj et Fatmir Limaj - lui aussi relaxé par le TPIY en 2005, mais poursuivi par la justice kosovare dans d'autres affaires - siégeaient dans l'opposition depuis 2014, mais ils ont fini par céder aux sirènes du PDK, Ramush Haradinaj se voyant promettre le poste de Premier ministre en échange de son ralliement.

Tensions en vue avec Belgrade

Cette nouvelle majorité aura de lourds dossiers à gérer, notamment la reprise du poussif dialogue avec Belgrade, amorcé sous l'égide de l'Union européenne, mais à l'arrêt depuis près d'un an. Le point le plus contesté concerne la création d'une Association des communes à majorité serbe du Kosovo, en qui

certains voient la menace d'une partition du petit pays. La reprise du dialogue risque de ne pas être simple si M. Haradinaj devient Premier ministre: Belgrade maintient son mandat d'arrêt et assure que, s'il devait se rendre en Serbie, ce serait pour aller en prison. En réponse, l'ancien commandant multiplie les déclarations va-t-en-guerre à l'encontre de la Serbie, mais cela relève sûrement des envolées rhétoriques propres aux temps de campagne.

En réalité, ce "gouvernement des commandants", même s'il obtient l'onction des urnes, sera d'autant plus fragile qu'une épée de Damoclès pèsera sur lui: le Tribunal spécial pour les crimes de l'ancienne UÇK doit émettre ses premiers actes d'accusation dans les prochains mois. Ce tribunal, intégré au système judiciaire du Kosovo mais délocalisé à La Haye, a été formé sur la base des révélations du rapporteur du Conseil de l'Europe, le Suisse Dick Marty. Celui-ci a notamment pointé la disparition de près de 500 civils serbes et roms du Kosovo dans les mois qui ont suivi la guerre et leur utilisation pour un hypothétique trafic d'organes. Les inculpations pourraient toucher les plus hauts responsables, comme le président Thaçi, ou le nouveau chef du PDK, Kadri Veseli.

Obtenir une confortable majorité au sein de l'assemblée représenterait donc, pour les commandants, une forme d'assurance. Toutefois, la partie est loin d'être gagnée. Dix des 120 sièges du Parlement du Kosovo sont réservés à la communauté serbe et dix aux autres minorités - Bosniaques, Roms, Turcs, etc. Même si elle arrive en tête parmi les électeurs albanois, la coalition des commandants aura du mal à atteindre le seuil de 61 députés et devra donc s'allier avec les élus des minorités, voire avec les élus serbes. Dans le même temps, le mouvement d'opposition Vetëvendosja mène une campagne dynamique, dénonçant la corruption et l'autoritarisme du PDK. Il espère capitaliser le vote jeune et urbain. Alors que le Kosovo ne sort pas du marasme économique, avec un chômage de masse qui touche près de la moitié de la population active, les anciens commandants, menacés par la justice, font le choix de la surenchère nationaliste, quitte à devoir se rallier aux plus étonnants compromis dès le lendemain du scrutin.